

Appel à projets accueil de post doctorants Au titre du PO-FEDER de Guadeloupe 2014-2020 Pour les années 2018 à 2020

Règlement

| | |
|--|--|
| Date d'ouverture : | 14/05/2018 |
| Date de clôture 1 ^{ère} vague | 15/07/2018, minuit (heure de Guadeloupe) |
| Date de clôture 2 ^{nde} vague | 01/10/2018, minuit (heure de Guadeloupe) |

Contact :

| | |
|--------------|--|
| Vanessa WECK | 0590 60 46 68 |
| | vanessa.weck@cr-guadeloupe.fr |

Version 1.0

La région Guadeloupe est autorité de gestion du FEDER pour la période de programmation européenne 2014-2020. Au titre de la programmation 2000-2007, elle a lancé deux appels pour l'accueil de postdoctorants, dans le cadre d'un cofinancement FSE (Fonds social européen). Elle souhaite renouveler la démarche, conformément aux actions identifiées dans son SRESRI (Schéma régional d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation).

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel en Guadeloupe.

Il y aura deux vagues successives. Les dossiers sont à déposer sur la plateforme électronique.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Principes généraux..... | 1 |
| La stratégie de spécialisation intelligente de Guadeloupe S3 | 1 |
| Finalités et objectifs..... | 2 |
| Les thématiques scientifiques | 2 |
| Les modalités de candidatures :..... | 4 |
| Les porteurs éligibles | 4 |
| La durée des projets..... | 4 |
| Les dossiers de candidatures | 4 |
| La date de dépôt des projets..... | 4 |
| Les dispositions financières | 5 |
| Les modalités de sélection des projets..... | 6 |
| Les critères de recevabilité d'un projet | 6 |
| Les critères de sélection d'un projet..... | 6 |
| Le comité d'évaluation scientifique | 6 |
| Le comité de sélection local..... | 6 |
| Le calendrier de l'appel à projets..... | 7 |
| Les engagements des parties, si le projet est retenu | 7 |
| La publicité et l'information..... | 8 |
| Recommandations concernant les publications scientifiques | 8 |
| Recommandations concernant les actions de diffusion et de vulgarisation..... | 8 |
| Recommandations concernant les actions en faveur de l'enseignement supérieur..... | 8 |
| Annexes | 10 |
| Annexe 1 : Synthèse des 3 DAS de la S3..... | 11 |
| DAS 1 : Valorisation de la diversité des ressources insulaires | 11 |
| DAS 2 : Gestion et prévention des risques en milieu caribéen | 11 |
| DAS 3 : Promotion des industries créatives..... | 12 |
| Annexe 2 : Dépenses éligibles..... | 13 |
| Dépenses de personnel..... | 13 |
| Dépenses d'investissement matériel | 13 |
| Dépenses de prestations..... | 13 |
| Dépenses de déplacement, restauration et hébergement | 13 |
| Dépenses de fonctionnement indirectes..... | 13 |

La Région Guadeloupe, en tant qu'autorité de gestion du FEDER pour la période de programmation européenne 2014-2020, a élaboré son Programme Opérationnel (PO FEDER-FSE 2014-2020).

Principes généraux

FEDER est l'acronyme pour « Fonds européen de développement régional ». Ce fonds vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne. Il finance notamment les projets d'investissement des entreprises afin de renforcer leur compétitivité ainsi que les projets de recherche, développement et innovation.

Le Conseil régional de Guadeloupe lance un appel à projets en vue de financer l'accueil de postdoctorants, ayant obtenu leur thèse hors des écoles doctorales de l'Université des Antilles, au sein d'organismes de recherche implantés localement. Cet appel émerge à l'axe prioritaire 1 « Conforter l'engagement de la Guadeloupe en faveur de la recherche et de l'innovation et de la compétitivité des entreprises » du PO-FEDER&FSE 2014-2020. Cet appel relève plus spécifiquement de l'objectif spécifique (OS) 1 intitulé « Augmenter la visibilité de la recherche guadeloupéenne en France et à l'étranger dans les domaines de la S3 ».

La stratégie de spécialisation intelligente de Guadeloupe S3

Préalablement à l'élaboration de leur programme opérationnel, la Commission européenne a exigé de toutes les régions européennes qu'elles définissent leur stratégie de spécialisation intelligente (S3). La S3 constitue une conditionnalité ex-ante du PO-FEDER&FSE 2014-2020.

Fruit d'une large concertation avec les forces de recherche du territoire, les acteurs de la formation, les intermédiaires de l'innovation et le monde socio-économique, la Guadeloupe a élaboré sa stratégie de spécialisation intelligente (S3). Celle-ci identifie trois domaines d'activités stratégiques (DAS), à enjeux pour le territoire et dans lesquels la Guadeloupe dispose d'atouts comparatifs, lui permettant de se positionner en terme d'innovation (technologique et non technologique).

Validée par la Commission permanente du conseil régional du 8 mai 2014, la S3 décline 3 DAS, dont les thèmes clés sont :

- DAS 1 : Valorisation de la diversité des ressources insulaires :
 - les énergies renouvelables, nouvelles méthodes de maîtrise de l'énergie (dans l'habitat et le transport) et de gestion des réseaux électriques en milieu insulaire ;
 - le développement d'une agriculture durable à moindres intrants et l'amélioration de la ressources animale et végétale répondant aux contraintes géo-climatiques et besoins du consommateur ;
 - la conception et l'usage de nouveaux matériaux adaptés aux contraintes climatiques et moins consommateurs d'énergie ;
- DAS 2 : Gestion et prévention des risques en milieu caribéen :
 - l'amélioration des connaissances sur les risques géo-climatiques et la conception et l'utilisation de méthodes innovantes de prévention des risques géo-climatiques ;
 - la prévention et la gestion des maladies émergentes (animale, végétale et humaine) ;
 - le développement de techniques de lutte contre les espèces invasives ;

- l'amélioration de la prise en charge et de l'autonomie du patient dans un contexte de vieillissement démographique accéléré ;
- DAS 3 : Promotion des industries créatives :
 - le design ;
 - les industries créatives ;
 - le développement d'applications numériques pour la promotion de l'offre touristique et culturelle, de l'audiovisuel et arts et spectacles.

En outre, la filière TIC constitue un point d'appui essentiel au développement des innovations dans les trois DAS thématiques. Elle est traitée de manière transversale.

Finalités et objectifs

Cet appel à projets a pour ambition de favoriser l'implantation et l'intégration de nouvelles compétences au sein du dispositif local de recherche afin de développer notamment de nouveaux partenariats et améliorer sa visibilité à l'international. Il s'adresse aussi aux acteurs socio-économiques afin de soutenir le développement de partenariat entre le monde de la recherche et le secteur économique et de stimuler leur compétitivité.

Adossé aux thématiques de la stratégie de spécialisation intelligente (S3) de Guadeloupe, il vise à conforter les capacités de recherche dans les périmètres des DAS.

L'appel à projets pour l'accueil de postdoctorants entend donc contribuer à l'émergence à de nouvelles compétences à haute valeur ajoutée, en cohérence avec les problématiques sociétales du territoire.

Les finalités de l'appel sont de :

- Faire des ressources humaines un levier de développement d'une recherche de qualité ;
- Développer le potentiel de recherche en Guadeloupe et sa visibilité internationale ;
- Développer une recherche ancrée dans les problématiques du territoire, adossée à la S3.

Ses objectifs sont :

- Apporter une caution de qualité aux projets financés au titre du PO-FEDER et ainsi justifier de leur excellence auprès d'autres outils compétitifs (ANR, PIA, H2020, ...) ;
- Stimuler l'émergence de partenaires internationaux.

Les thématiques scientifiques

Au nombre de 6, elles émanent des domaines d'activités stratégiques retenus au titre de la S3. Les projets des postdoctorants devront s'inscrire dans l'une ou plusieurs des thématiques. Une attention particulière sera portée à la dimension sciences humaines et sociales.

- **Agro-biodiversité :**
 - agro-écologie ;
 - génétique ;
 - caractérisation de la biodiversité ;
 - qualité des produits frais et transformés issus de l'agriculture ;
 - remédiation,...

- **Maladies émergentes :**
 - Zoonoses ;
 - Epizooties ;
 - lutte vectorielle,... ;
- **Changements climatiques :**
 - érosion du trait de côté ;
 - pratique culturale et captation du CO2 ;
 - modification du fonctionnement des écosystèmes, ...;
- **Risques géo-physiques et climatiques naturels :**
 - risques sismiques, cycloniques, volcaniques, tsunami, ... ;
- **Santé humaine :**
 - drépanocytose, diabète, cancer de la prostate, ...;
- **Industries culturelles et créatives :**
 - Logiciels, applications, algorithmes,... ;
 - Arts vivants, arts du spectacle, ... ;
 - Artisanats d'art, ... ;
 - Audiovisuel, médias de communication, ... ;

Les modalités de candidatures :

Les porteurs éligibles

Comme exposé ci-dessus, sont éligibles au dispositif :

- Les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, implantés dans le territoire ;
- Les docteurs ayant obtenus leur thèse hors d'une des écoles doctorales de l'université des Antilles.

Cet appel vise à soutenir des projets portés et menés par de jeunes chercheurs, sur des thématiques relevant de la S3 de Guadeloupe. Le laboratoire d'accueil doit faire la preuve de sa capacité à accueillir dans des conditions de travail adéquates pour la bonne conduite du projet scientifique.

La durée des projets

La durée des projets pourra varier entre 18 et 24 mois maximum, à compter de leur date de démarrage, non comptabilisés les éventuels travaux entamés avant la sélection.

Les dossiers de candidatures

Le dossier de candidature se compose du formulaire du projet scientifique et de ses pièces annexes.

Les porteurs se conformeront au modèle de formulaire, téléchargeable depuis le site <http://www.europe-guadeloupe.fr>

La date de dépôt des projets

L'appel à projets s'organise autour de 2 vagues successives, la première se termine au 15 juillet 2018, minuit, la seconde au 1^{er} octobre 2018, minuit. Les dossiers en réponse à cet appel à projet devront être adressés à vanessa.weck@cr-guadeloupe.fr .

Les dispositions financières

Les coûts imputables au projet doivent être strictement rattachés à sa réalisation, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire. Partant des coûts imputables au projet; l'assiette de l'aide porte uniquement sur les dépenses éligibles au titre du présent appel à projets.

Le taux de co-financement public, hors apport du maître d'ouvrage, est plafonné à 80% :

- à concurrence d'une aide maximale de 80 000€ pour les projets d'une durée de 24 mois ;
 - à concurrence d'une aide maximale de 60 000€ pour les projets d'une durée de 18 mois ;
- des dépenses éligibles. Ce taux pourra être modulé, dans le respect des dispositions communautaires applicables, plus particulièrement du régime d'aides à la RDI (réf...) et suivant la décision du comité régional unique de programmation.

Les sources de financements publics (hors maître d'ouvrage) seront :

- la Région ;
- le FEDER.

Le montant de l'enveloppe FEDER sera déterminé par l'autorité de gestion, suite à la sélection du projet, en fonction de son contenu, de son budget et du plan de financement proposé.

Les dépenses éligibles sont régies par le décret¹ fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens pour la période 2014-2020.

En outre, pour cet appel, dans un souci de simplification et d'optimisation des ressources sur la réalisation et les résultats de projets, la région appliquera l'option de coûts simplifiés suivante :

Coûts de fonctionnement indirects= 15% (coûts personnels¹).

⁽¹⁾ ne rentre dans l'assiette éligible de personnel que le coût salarial chargé du postdoctorant

Le porteur se référera en particulier à l'annexe 2.

L'organisation d'accueil du postdoctorant et le postdoctorant devront faire état de toute autre aide perçue pour le financement du dit projet.

L'organisation d'accueil du postdoctorant et le postdoctorant retenus signeront une convention tripartite avec le conseil régional. La convention précisera les modalités de versement de la subvention et de l'exécution du projet. La convention précisera notamment les modalités de suivi et de contrôle.

¹ Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

Les modalités de sélection des projets

La sélection des projets reçus s'effectue en trois phases. Une première étape qui porte sur la recevabilité des projets.

Les projets jugés recevables suivants les critères exposés ci-après seront ensuite examinés par un comité d'évaluation scientifique. Ce comité classera les projets suivants les critères exposés ci-après.

Un comité local de sélection se prononcera sur la base de ce classement pour arrêter la liste des projets proposés au financement.

Par la suite, le binôme, organisme d'accueil du postdoctorant et le postdoctorant, sera officiellement informé de la décision de financement.

Les critères de recevabilité d'un projet

- Eligibilité des parties : établissements de recherche, équipes de recherche œuvrant pour la Guadeloupe, postdoctorant ayant obtenu sa thèse hors d'une des écoles doctorales de l'université des Antilles ;
- Pertinence : relève d'une ou plusieurs des thématiques de la S3 ;
- Complétude du dossier scientifique.

Les critères de sélection d'un projet

L'autorité de gestion a souhaité instaurer un comité d'évaluation scientifique afin de conduire une expertise indépendante des projets jugés recevables et soumettre un classement au comité local de sélection.

Le comité d'évaluation scientifique

Le comité d'évaluation examinera les projets recevables. Les critères d'examen seront les suivants :

- Excellence : qualité scientifique du projet : pertinence du sujet, clarté des objectifs, plus-value scientifique/progrès et avancées attendus au regard de l'état de l'art ;
- Retombées : modalités de valorisation et de diffusion des résultats obtenus, pertinence et adéquation de modalités de valorisation et de diffusion considérant le public cible ;
- Cohérence : complémentarité du projet avec le champ d'expertise du laboratoire d'accueil, son programme scientifique et ses perspectives de développement du laboratoire, cohérence des tâches avec le profil du postdoctorant ;
- Visibilité à l'international, attractivité : complémentarité avec d'autres travaux menés au sein de projets internationaux et/ou réseaux internationaux ;
- Mise en œuvre :
 - Réalisme et faisabilité du programme de travail ;
 - Mobilisation des parties prenantes (quand cela est applicable) ;
- Pertinence des ressources mobilisées (adéquation du volume d'ETP mobilisé et sa qualification) et du budget prévisionnel.

A l'issue de cette phase, le comité scientifique soumettra un classement des projets au comité local de sélection.

Le comité de sélection local

Le comité local de sélection se composera des financeurs de l'appel, ainsi que d'institutionnels et de personnes qualifiées.

Il a pour mission de proposer une liste de projets à financer dans le respect des travaux du Comité d'évaluation.

Le comité se prononcera suivant les critères ci-dessous :

- Pertinence : impact territorial de la problématique traitée ;
- Partenariat : implication des utilisateurs finaux ;
- Valorisation et diffusion : supports et modalités.

Le calendrier de l'appel à projets

| | |
|--|--|
| Date d'ouverture : | 14/05/2018 |
| Date de clôture 1 ^{ère} vague | 15/07/2018, minuit (heure de Guadeloupe) |
| Date de clôture 2 ^{nde} vague | 01/10/2018, minuit (heure de Guadeloupe) |

Toute information relative à l'appel à projets peut être obtenue depuis le site <http://www.europe-guadeloupe.fr> .

Pour toute autre précision, merci d'adresser vos questions à l'adresse courriel suivante : vanessa.weck@cr-guadeloupe.fr

Les engagements des parties, si le projet est retenu

Si un projet est retenu, les parties devront consolider le projet en intégrant les remarques formulées par le comité d'évaluation et le comité local de sélection.

Une convention tripartite sera signée avec les parties, éligibles au FEDER, et le conseil régional, dans l'hypothèse d'une décision favorable de financement.

La publicité et l'information

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne.

Ainsi, tout bénéficiaire de crédits du Fonds européen de développement régional du programme opérationnel doit-il respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FEDER attribuée. Il devra à cet effet se référer au **guide de communication 2014-2020**. Ce dernier est accessible depuis le site : <http://www.europe-guadeloupe.fr>

Recommandations concernant les publications scientifiques

Soucieuse de faciliter l'accès des acteurs locaux aux produits de la recherche locale, la collectivité invite à favoriser le Libre Accès (Open Access) aux résultats de la recherche financée sur fonds publics. La diffusion, le partage et l'archivage pérenne des publications scientifiques liées aux projets financés par le conseil régional contribuent à renforcer la visibilité et l'attractivité de la recherche locale.

La collectivité recommande que, dans le respect des règles relatives à la propriété intellectuelle et des durées d'embargo éventuelles, toutes les publications consécutives aux projets qu'elle finance, soient déposées en texte intégral dans une archive ouverte, soit directement dans HAL² soit par l'intermédiaire d'une archive institutionnelle locale³.

Recommandations concernant les actions de diffusion et de vulgarisation

La diffusion et la vulgarisation des résultats de la recherche constituent une préoccupation récurrente de la région. Les actions de diffusion et de vulgarisation sont éligibles au PO FEDER&FSE 2014-2020, faction action 3.

Elles sont à distinguer des obligations de publicité et d'information qui doivent figurer parmi les dépenses du projet.

Les actions de diffusion et de vulgarisation doivent montrer clairement un lien avec le projet et afficher un objectif d'impact ambitieux, en spécifiant des publics spécifiques.

Les parties devront expliciter ce qu'elles envisagent de mettre en place, pendant et à l'issue du projet. Pour cela, elles pourront s'appuyer sur les services internes de communication dans une première étape.

Si le projet est retenu, il pourra bénéficier d'un appui afin de l'aider à affiner sa proposition.

Recommandations concernant les actions en faveur de l'enseignement supérieur

La contribution d'un projet au contenu des formations de l'enseignement supérieur peut renforcer l'impact d'un projet. Il s'agit notamment de soutenir l'intégration de thématiques de recherche actuelles dans les enseignements.

Les projets financés au titre du présent appel peuvent intégrer ce type de démarche dans leur programme de travail. Les actions proposées en faveur de l'enseignement supérieur doivent avoir un lien direct avec le contenu du projet.

² Plateforme mutualisée HAL (Hyper articles en ligne)

³ Tel que la plateforme Trans'Faire

Les actions peuvent être de diverses natures (construction de sites web, conception et développement d'outils pédagogiques originaux basés sur du matériel de recherche, cycles de conférences pédagogiques, etc.). Toutefois, ces dépenses ne sont pas éligibles au présent appel.

Annexes

Annexe 1 : Synthèse des 3 DAS de la S3

DAS 1 : Valorisation de la diversité des ressources insulaires

Les mots clés qui se rattachent à ce DAS sont :

- Ressources naturelles ;
- Dépendance énergétique ;
- Approche intégrée.

La mise en œuvre de projets innovants au sein de ce DAS doit permettre de :

- Faire de la Guadeloupe un territoire exemplaire et pilote en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en milieu insulaire ;
- Doter la Guadeloupe d'une agriculture raisonnée, reposant sur les principes de l'agro-écologie, s'inscrivant dans la démarche de transition énergétique et écologique et pourvoyeuse de produits aux qualités organoleptiques avérées pour leurs bienfaits nutritionnel et prophylactique des hommes et des animaux ;
- Inscrire la Guadeloupe parmi les territoires novateurs en matière de valorisation des molécules d'intérêt issues de sa biodiversité.

Les objectifs de ce DAS sont de :

- Diversifier les gisements d'énergies renouvelables ;
- Maîtriser la consommation énergétique (habitat et transport) ;
- Développer les smart grids ;
- Développer une agriculture durable, à moindres intrants, s'appuyant sur les ressources locales ;
- Améliorer les ressources (animal et végétal) afin qu'elles répondent aux contraintes géo climatiques, et aux attentes du consommateur (produits agro transformés) ;
- Détecter et exploiter des molécules d'intérêt, pouvant servir la production d'énergie, la construction, la restauration des espaces, la santé, la cosmétique, ... ;
- Restaurer les espaces naturels sensibles, notamment les barrières naturelles contre les catastrophes ;
- Développer des matériaux alternatifs dans une logique de maîtrise de la demande en énergie, et d'économie circulaire ou de nouvelles niches de marchés.

DAS 2 : Gestion et prévention des risques en milieu caribéen

Les mots clés relevant de ce DAS sont :

- Risques géo climatiques ;
- Risques sanitaires humain, animal et végétal ;
- Mitigation des risques.

La mise en œuvre de projets innovants au sein de ce DAS doit permettre de :

- Faire de la Guadeloupe un territoire de référence en terme de veille, d'anticipation et de gestion des risques géoclimatiques et des risques sanitaires, tant pour le végétal, l'animal que l'humain ;
- Doter la Guadeloupe d'une agriculture raisonnée, reposant sur les principes de l'agro-écologie, s'inscrivant dans la démarche de transition énergétique et écologique et pourvoyeuse de produits aux qualités organoleptiques avérées pour leurs bienfaits nutritionnel et prophylactique des hommes et des animaux ;
- Inscrire la Guadeloupe comme territoire démonstrateur en matière d'approche intégrée de politique de santé.

Les objectifs de ce DAS sont de :

- Renforcer la connaissance sur les risques géo climatiques ;
- Développer des logiques d'aménagements adaptés aux risques (habitat et territoire) ;
- Améliorer la prévention du risque ;
- Développer les technologies de remédiation des espaces pollués ;
- Améliorer la prise en charge du patient ;
- Améliorer l'autonomie du patient ;
- Développer des techniques de lutttes contre les espèces invasives ;
- Conforter les dispositifs de veille, d'alerte et de gestion des maladies émergentes (animal, végétal et humaine).

DAS 3 : Promotion des industries créatives

Les mots clés afférents à ce DAS sont :

- Patrimoine immatériel ;
- Identité du territoire ;
- Contribution des usagers.

La mise en œuvre de projets innovants au sein de ce DAS doit permettre de :

- Faire émerger une image forte du territoire, issue des savoir-faire locaux reconnus, d'une culture métissée et historiquement ouverte aux apports extérieurs
- Promouvoir le potentiel économique des industries créatives de la Guadeloupe, et leur effet levier sur la capacité d'innovation des autres secteurs.

Les objectifs de ce DAS sont de :

- Apporter une valeur ajoutée supplémentaire aux produits et services innovants développés au sein des autres DAS ;
- Améliorer l'intégration des innovations dans d'autres secteurs économiques notamment à caractère culturel, artistique et touristique ;
- Renforcer la capacité de différenciation de la Guadeloupe ;
- Stimuler l'émergence de projets innovants, grâce à la créativité.

Annexe 2 : Dépenses éligibles

Les porteurs de projet se référeront au document unique de programmation (DOMO). En outre, les dispositions ci-après s'appliquent.

Dépenses de personnel

Seul le salaire chargé du postdoctorant est éligible au présent appel à projets.

Les temps passés par le directeur de la structure, le secrétaire ou les services comptables (fonctions supports de l'organisation) ne peuvent pas être inscrits dans les dépenses de personnel directes. Il est en revanche possible de les intégrer dans les dépenses indirectes de fonctionnement, calculées sur la base des coûts simplifiés.

Dépenses d'investissement matériel

Les dépenses de matériel ne sont pas éligibles au présent appel.

Dépenses de prestations

Les dépenses relatives aux contrats de sous-traitance sont éligibles si elles sont liées directement au projet. A titre d'exemple, sont considérés comme des frais de prestations :

- les frais de travaux de conception et les études ;
- les activités de formation, et d'animation d'évènement ;
- les frais d'analyses, d'expertise technique de PI ;
- les dépenses de location ;
- les autres dépenses de sous-traitance conformes aux règles d'éligibilité et donnant lieu à facturation.

Concernant les dépenses de prestations, il convient de respecter les règles applicables en matière de commande publique et les procédures internes, s'il y a lieu, en matière de commande publique.

Dépenses de déplacement, restauration et hébergement

Les dépenses de déplacement, de restauration et d'hébergement sont éligibles si elles sont affectées au projet. Elles sont prises en charge, soit au réel, soit par le biais de per diem décaissés (indemnités journalières ou forfait de remboursement), s'ils correspondent à un système unique du porteur, transparents, équitables et approuvés par l'instance dirigeante.

Les dépenses de déplacement, restauration et hébergement éligibles ne peuvent s'appliquer que pour les missions du postdoctorant.

Toute participation à un congrès, symposium et autre conférence scientifiques doit donner lieu à un compte-rendu, au-delà la présentation de la communication ou du poster exposé. Il importe aussi de clairement expliquer la plus-value de cette manifestation au regard des objectifs et résultats attendus du projet.

Dépenses de fonctionnement indirectes

Les dépenses indirectes de fonctionnement sont les frais qui ne peuvent pas être exclusivement et directement rattachés à la mise en œuvre du projet (la dépense peut être affectée à différentes actions individuelles, voire au fonctionnement de la structure dans sa globalité – exemples : frais de téléphone, d'entretien des locaux, d'électricité, personnel de direction, comptable, secrétariat...).

Sont considérées comme dépenses de fonctionnement indirectes, au titre du présent appel, les dépenses suivantes :

- le petit matériel de paillasse et autres consommables ;
- le matériel informatique (ordinateur, imprimante, scanner, vidéoprojecteur, ...) et consommables bureautiques ;
- les frais d'entretien et de maintenance des équipements, y compris le remplacement de pièces ;
- l'achat d'équipement sous le seuil de 4 000 € à l'unité ;
- frais généraux de gestion ou frais de structure ;
- les fluides (eau, électricité, gaz) ;
- les frais de téléphonie et d'internet;
- les frais postaux;

Ces dépenses ne sont pas prises en charge au réel, mais sont prises en compte dans le cadre de la procédure des coûts simplifiés.

Pour déterminer le montant pouvant être pris en charge, vous devez appliquer un taux forfaitaire comme suit :

Coûts de fonctionnement indirects=15% (coûts salaires chargés du postdoctorant)

Exemple

| Intitulé | Montant (HT) |
|---------------------------|---------------|
| Personnel (postdoctorant) | 25 000 € |
| Prestations | 5 000 € |
| Déplacements | 2 000 € |
| TOTAL | 32 000 |

Coûts de fonctionnement indirects :

$$(25k) * 15 / 100 = 3\,750 \text{ €}$$

Lors de l'application du taux forfaitaire, il n'est pas demandé au porteur de fournir de justificatif, que ce soit au dépôt ou lors du contrôle des dépenses. Il concentrera ses efforts sur les coûts directement liés à l'exécution du projet.